

La bombe nucléaire iranienne, un boomerang dévastateur



La situation sécuritaire de la République islamique n'a jamais été aussi critique. Le pays traverse une crise d'une gravité exceptionnelle. La menace atteint désormais les plus hautes sphères du pouvoir ainsi que ses principales institutions. Même durant les heures les plus sombres des huit années de guerre contre l'Irak, le régime n'avait pas affronté une crise d'une telle ampleur.

Après les massacres de janvier 2026, alors que les États-Unis et leurs alliés intensifiaient leur présence militaire autour de l'Iran, une affirmation familière a refait surface dans les médias officiels : si la République islamique possédait l'arme nucléaire, elle ne serait pas aujourd'hui confrontée à une « menace existentielle ». Cette idée est relayée non seulement par certains partisans du régime, mais aussi par des cercles proches des Gardiens de la révolution, par des commentateurs alignés sur le discours officiel, et même par une partie de la gauche se réclamant de « l'Axe de la résistance ». Certains vont jusqu'à exhorter le pouvoir d'achever sans délai la fabrication de l'arme nucléaire.

Pourtant, ce récit relève moins de l'analyse stratégique que d'un fantasme. Il ignore l'histoire réelle de la prolifération nucléaire et méconnaît la place effective de la République islamique dans l'ordre mondial. La question centrale demeure : une bombe nucléaire aurait-elle été capable à un moment donné de garantir la sécurité du régime ?

Cette hypothèse peut sembler aller de soi, mais elle est erronée : une arme nucléaire ne peut pas permettre à un État de compenser ses faiblesses stratégiques par la seule puissance technologique. L'histoire de la prolifération nucléaire, ainsi que la théorie des relations internationales montrent que la sécurité n'est jamais la conséquence automatique de la possession de l'arme nucléaire. Certes, la prolifération pourrait stabiliser certaines relations internationales, mais il faudrait alors que les États soient intégrés dans des structures de reconnaissance mutuelle et d'équilibre institutionnel. Ce qui est loin d'être le cas.

La véritable question est donc bien de savoir si l'arme nucléaire pourrait garantir la sécurité de la République islamique.

Les puissances nucléaires de second rang : limites comparatives

Pour répondre à cette question, il convient d'examiner le cas des puissances nucléaires dites de second rang : l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. Contrairement aux récits simplistes véhiculés par certains analystes politiques, chacun de ces États est devenu une puissance nucléaire dans une conjoncture exceptionnelle. Leurs programmes d'armement se sont développés dans les failles d'une configuration géopolitique spécifique, au sein de la « logique d'endiguement » mise en œuvre par les grandes puissances.

L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord sont souvent présentés comme des modèles de réussite de prolifération nucléaire. Cependant, ces États ont acquis l'arme nucléaire dans des contextes géopolitiques spécifiques, et avec la tolérance ou l'appui implicite de grandes puissances :

- L'Inde contrebalançait la puissance nucléaire chinoise, bénéficiant d'une marge stratégique tolérée par l'Union soviétique ;
- Le Pakistan a développé son programme en réaction à l'Inde, avec la tolérance tacite des États-Unis et de la Chine, dans le cadre d'une volonté d'équilibre régional ;
- La Corée du Nord a été soutenue indirectement par la Chine pour servir de zone tampon contre les États-Unis ;

Dans tous ces cas, la possession de l'arme nucléaire s'inscrit dans une architecture de sécurité plus large. Elle n'est jamais un instrument isolé de souveraineté.

La « troisième voie » iranienne : une dissuasion sans la protection d'une grande puissance

La République islamique a tenté une stratégie différente : obtenir les bénéfices de la dissuasion sans disposer d'un protecteur nucléaire ou d'une des grandes puissances. Cette « troisième voie » consistait à créer une « ambiguïté nucléaire » permettant à Téhéran de se tenir au seuil de la confrontation, sans bénéficier des garanties d'une puissance protectrice.

Une fois que la guerre Iran-Irak ait pris fin, dans les années 1990, le régime Iranien envisageait sérieusement la dissuasion nucléaire comme levier stratégique pour sa survie. Cependant, le contexte mondial post-guerre froide ne lui offrait aucun mécène : la Russie se redéfinissait, la Chine s'intégrait aux marchés mondiaux, et aucune grande puissance n'avait intérêt à soutenir l'Iran au prix d'un affrontement direct avec les États-Unis.

En 2010, la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'ONU a confirmé cette réalité : Pékin et Moscou n'assumeraient plus le rôle de protecteur d'un programme nucléaire militaire iranien.

Ce vote envoyait un message clair : ni Pékin ni Moscou ne financeraient le programme nucléaire militarisé de la République islamique. L'époque où les grandes puissances pouvaient recourir à la « logique d'endiguement » pour gérer la prolifération était révolue. Et même si cette logique revenait, l'Iran n'occupait — et n'occupe toujours pas — une position géopolitique susceptible de permettre l'application d'un tel modèle. Pour prendre un exemple plus parlant : même le gouvernement du Shah, bien qu'il fût un partenaire des États-Unis en matière de sécurité au Moyen-Orient et le voisin méridional de l'Union soviétique, n'a jamais été soumis à une politique d'endiguement ayant recours à des armes nucléaires.

Et pourtant, même cette alerte a été ignorée.

Dès lors, la République islamique persista dans une voie que ni les États-Unis, ni l'Europe, ni même la Russie ou la Chine n'étaient disposés à tolérer : un programme incompatible avec la politique de non-prolifération, et avec toute logique d'équilibre des grandes puissances.

L'Iran est aujourd'hui une puissance régionale aux moyens limités et aux opportunités restreintes. Si elle tentait d'utiliser la bombe — ou même de cultiver une « ambiguïté nucléaire » — pour jouer un rôle homologue à celui des États-Unis - l'Iran ne ferait que vouloir mettre en oeuvre une « troisième voie » nucléaire, un chemin sans précédent dans l'histoire.

Les États-Unis ne seraient pas les seuls à résister à une telle politique. La Russie et la Chine s'y opposeraient également. Leur refus ne serait pas motivé par des considérations éthiques ou par le droit international, mais par leurs propres intérêts de sécurité. Une puissance de second rang qui acquiert l'arme nucléaire et tente d'instaurer une dynamique de confrontation avec une puissance de premier plan déstabiliserait l'ordre international pour tous, y compris Pékin et Moscou.

Le fantasme d'une alliance salvatrice

Au fil des années, la République islamique a tenté à maintes reprises de se placer sous l'aile protectrice de la Russie et de la Chine, au travers de contrats à long terme, ainsi que d'une coopération militaire et politique. Mais ces efforts n'ont jamais abouti à un véritable partenariat stratégique de sécurité. La raison en est simple : ni la Russie ni la Chine ne considèrent l'Iran comme un acteur justifiant un risque nucléaire.

Cela ne signifie pas que l'Iran soit sans intérêt pour eux. Sa présence dans leur sphère d'influence peut offrir un avantage sécuritaire. Le problème se situe ailleurs : la République islamique cherche à s'y associer pour jouer le rôle de contrepoids aux États-Unis et affirmer une influence accrue au Moyen-Orient. C'est précisément ce qui conduit Moscou et Pékin à estimer qu'une alliance stratégique avec Téhéran ne présente aucun intérêt.

La Chine et la Russie ont de nombreux désaccords avec Washington, mais les trois capitales s'accordent sur les « privilèges spéciaux » attachés à leur statut de grande puissance mondiale. Aucune ne souhaite qu'un acteur de second rang ambitionne de contester cette hiérarchie. À leurs yeux, une telle situation serait absolument inacceptable, quelles que soient leurs rivalités.

Certains imputent l'échec de la stratégie nucléaire de l'Iran aux gouvernements « réformistes » iraniens (Mohammad Khatami, Hassan Rouhani et désormais Masoud Pezeshkian), supposément « trop conciliants » avec l'Occident. Cette perception reflète des erreurs de perception sur les intentions d'autrui : les présidents iraniens n'ont jamais eu le pouvoir de modifier les calculs stratégiques de Moscou ou Pékin, ni de garantir un soutien nucléaire. Par ailleurs au sein du système politique iranien, les présidents de la République, « réformateurs » ou non, n'ont d'ailleurs jamais exercé de contrôle décisif sur la politique étrangère.

Pékin et Moscou considèrent l'Iran comme utile, mais insuffisant pour justifier une confrontation avec les États-Unis. Même en période de rivalité, les grandes puissances partagent un consensus implicite : la hiérarchie mondiale doit être préservée et un État de second rang, comme l'Iran ne peut la remettre en cause grâce à la possession de l'arme nucléaire.

L'échec structurel de la stratégie nucléaire iranienne

Nul ne sait dans quel état d'esprit se trouvait le Guide suprême Khamenei. Peut-être pensait-il qu'une bombe nucléaire n'aurait apporté aucune sécurité à la République islamique — ni aujourd'hui, ni il y a dix ou vingt ans. Même dans l'hypothèse la plus favorable au régime, elle n'aurait fait que retarder légèrement l'échéance d'une confrontation directe.

La dissuasion nucléaire ne fonctionne que si elle est crédible, reconnue et intégrée dans un équilibre stratégique. Elle nécessite une « diplomatie de la menace crédible » : la possession d'une arme nucléaire n'a de valeur que si elle est accompagnée de mécanismes de vérification, de légitimité et de reconnaissance internationale.

L'Iran ne dispose d'aucun de ces éléments : ni soutien international, ni architecture de sécurité crédible, ni légitimité interne stable. Au contraire, le programme a renforcé l'isolement de l'Iran, accru les sanctions et intensifié les menaces extérieures. Même dans le meilleur scénario, la bombe n'aurait retardé qu'avec parcimonie une confrontation directe.

Conclusion

Le programme nucléaire iranien illustre les limites structurelles d'une dissuasion autonome pour un État de second rang. La prolifération ne produit de stabilité que si elle s'inscrit dans un contexte d'équilibre reconnu et de protection par les grandes puissances. Sans cela, elle peut accroître les risques de conflit et d'escalade.

Pour la République islamique, le nucléaire n'a jamais été un bouclier protecteur. Il s'est révélé être un compte à rebours vers la crise, un investissement colossal qui a affaibli le pays et accru sa vulnérabilité. Les théories classiques de la dissuasion et de la prolifération confirment que la sécurité ne se décrète pas : elle se construit dans un système d'équilibres et de protections que le régime de mollahs n'a jamais pu atteindre.

5 mars 2026